



HAL
open science

Urbanisme et environnement dans l'enseignement de l'architecture à la veille de Mai 1968

Daniel Pinson D. Pinson

► **To cite this version:**

Daniel Pinson D. Pinson. Urbanisme et environnement dans l'enseignement de l'architecture à la veille de Mai 1968. Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère, 2023. halshs-04035927

HAL Id: halshs-04035927

<https://shs.hal.science/halshs-04035927v1>

Submitted on 26 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Urbanisme et environnement dans l'enseignement de l'architecture à la veille de Mai 1968

Daniel Pinson



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/craup/11916>

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Urbanisme et environnement dans l'enseignement de l'architecture à la veille de Mai 1968

Daniel Pinson

Un moment mal connu... (en guise d'introduction)

Figure 1 : Michel Écochard au Maroc



Fonds privé : Tessa Écochard, n.d., vers 1950

- 1 Sur une très courte période (juin 1967-mars 1968)¹, juste avant mai 1968, un enseignement de l'urbanisme, destiné à tous les élèves de la section architecture de l'Ensba, fut confié à l'architecte-urbaniste Michel Écochard, mondialement connu pour le rôle qu'il avait joué au Maroc comme responsable de l'urbanisme dans ce pays à la fin du Protectorat français (1946-1953). L'une des missions professionnelles qu'il avait obtenue de l'État, en cette même année 1967, concernait le schéma d'aménagement de la Corse². Elle différait profondément des études d'aménagement conduites dans d'autres régions à la même époque, en particulier celle du littoral languedocien : Écochard s'en saisit en effet comme problématique environnementale, en déplaçant l'objectif touristique initial vers celui, favorisé par la création toute nouvelle du parc naturel régional de la Corse, d'un équilibre mer-montagne. Une telle problématique était traversée de plein fouet par la question environnementale dont l'île de Beauté représentait un cas d'étude patent³.
- 2 Notre propos, dans cet article, sera au croisement de l'aménagement et de l'environnement, comme question soulevée dans les années 1960 dans l'enseignement de l'architecture en crise et à la veille d'une réforme voulue par son ministre de tutelle, ministre de la Culture, André Malraux.
- 3 Si, au-delà de la somme que constitue *L'Architecture en ses écoles. Une encyclopédie*⁴, des travaux récents⁵ ont été consacrés à l'enseignement de l'urbanisme à l'Ensba avant 1968, ou à la création, en 1969, de l'Institut de l'environnement (où il est peu question d'environnement, en réalité⁶), il n'existe pas d'études ou de recherches relatives à la naissance de la problématique environnementale dans les écoles d'architecture.
- 4 Or cette dernière ne va cesser de monter en puissance sous l'effet, non seulement de l'action politique (candidature présidentielle de René Dumont, en 1974) ou associative (création de Les Amis de la Terre, en 1970) en France, mais aussi d'événements internationaux majeurs comme la publication du rapport Meadows (1970) et la tenue de la conférence de l'ONU sur la population de 1972. À tel point qu'une histoire de l'environnement transversale à diverses disciplines, s'est développée dans le monde universitaire, s'intéressant à cette vaste thématique. Une littérature abondante existe désormais⁷ ainsi qu'un réseau de chercheurs (le Ruche⁸) particulièrement actif.
- 5 Cependant, du côté de l'architecture, et lorsqu'on porte un regard attentif sur les balbutiements de la réforme de l'enseignement de l'architecture confié par Malraux à Max Querrien, on distingue sans difficulté, à travers les propositions faites pour l'enseignement de l'urbanisme, l'émergence de l'environnement et son articulation avec l'urbanisme. Cette dimension trouvera une place privilégiée dans notre papier, et renverra à Michel Écochard, à la fois pour l'idée qu'il se fait de la chaire qui lui a été confiée, mais aussi pour l'influence de son entourage, en particulier son gendre⁹, Serge Antoine, haut fonctionnaire de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar)¹⁰ et par ailleurs membre de la commission des programmes mise en place pour la réforme voulue par Malraux.

La mort annoncée de l'Ensba : la réforme de Max Querrien

Tableau 1. Ensba, chronologie 1966-1968

Contexte politique, Social, culturel (éléments)	ENSBA
	1949
	1949-1958 : André Gutton, professeur de théorie à l'ENSBA section Architecture
	1951
Création du « Cercle d'études architecturales (CEA) »	
	1961
	1961-1974 : Séminaire et atelier Tony Garnier (SATG)
	1963
	Nomination de Max Querrien par André Malraux pour la réforme des études d'architecture
	1964
Michel Écochard reçoit le prix du Cercle d'études architecturales	16 juillet : Démission de Marcel Lods de sa fonction de chef d'atelier
	1965
Parution de <i>L'urbanisme, utopies et réalités</i> , de Françoise Choay (Paris, Le Seuil)	Nomination de Jean Fayeton à la Direction des études de l'ENSBA (Section Architecture)
	1966
	Mise en place de la « Petite réforme » : - 19 mars : Arrêté sur le déroulement général des études d'architecture - 26 mai : arrêtés relatifs à la création du « Conseil de l'enseignement de l'architecture de l'École nationale supérieure des beaux-arts » et reconnaissance des trois « groupes d'ateliers A, B et C »
	15 juin : Note de Jean Fayeton : « Ecoles nationales d'architecture, enseignement de l'urbanisme »
	Mise en place de la « Commission des programmes de l'enseignement de l'architecture »
	26 juin : courrier de Jean-Paul Martin, chargé de mission, pour le recrutement d'assistants en sciences humaines
25 septembre - 1 ^{er} octobre : <i>Journées nationales d'études sur les parcs régionaux</i> , Lurs-en-Provence	Octobre : sujets des « projets longs » donnés aux élèves en seconde classe (Bibliothèque d'enfants) et en première classe (Maison des jeunes et de la culture)
	1967
18 mars 1967 : « Marée noire » provoquée en Manche par le naufrage du pétrolier <i>Torrey Canon</i>	
	3 avril : Note de Jean Fayeton : « Mission des assistants urbanistes », à la suite du recrutement de trois assistants en urbanisme
	Avril : Note de Henri Lefebvre : « Projet de programme : Introduction des sciences sociales dans l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme ».
	3 mai : Lettre de Michel Écochard acceptant une chaire de professeur d'urbanisme à l'ENSBA
	5 juin : Note de travail de Michel Écochard : « Propositions concernant l'enseignement de l'urbanisme dans le cadre de la formation des architectes »
	21 juin : Écochard et Flamand : « Principes et proposition de l'enseignement des sciences humaines dans le cadre précis de l'urbanisme », document de huit pages donnant les grandes orientations pour la rentrée 1967-1968
	26 juin : courrier de Jean-Paul Martin, chargé de mission, pour le recrutement d'assistants en sciences humaines
	Octobre : sujets des « projets longs » donnés aux élèves en seconde classe (Bibliothèque d'enfants) et en première classe (Maison des jeunes et de la culture)
	5 Octobre : Importante réunion du groupe 2 « Architecture et Urbanisme » (Commission des programmes de l'enseignement de l'architecture), présidée par Max Querrien en personne
	18 octobre : Réunion de coordination pour les enseignements de sciences humaines, présidée par Henri Raymond, Maître-Assistant de Sociologie à la faculté de lettres de Nanterre
14 - 22 novembre : Écochard est au Cameroun pour l'inauguration de l'Université de Yaoundé dont il est l'architecte	Novembre : Rapport de Jean Fayeton : « Réforme de l'Enseignement de l'Architecture » 13 novembre : Note de Michel Écochard : « Au sujet des rapports établis par les étudiants première et deuxième classe en ce qui concerne la phase A des projets longs »

Contexte politique, Social, culturel (éléments)	ENSBA
	1968
15 janvier : Premiers affrontements entre étudiants et police à la Faculté de lettres de Nanterre	de janvier à mars : Affichage de quatre séances de cours données par M. Écochard, le vendredi, tous les 15 jours.
	17 février : Décès de Jean Fayeton
	3 mars : Lettre de Démission de Michel Écochard adressée à Max Querrien
Formation du Mouvement du 22 mars à la Faculté de Nanterre pour la libération de militants opposés à la guerre au Vietnam	
Déclenchement du Mouvement de Mai 68 (occupation de Renault le 1 ^{er} mai, agitation étudiante à Nanterre puis à la Sorbonne...)	
	6 décembre : Décret séparant la section Architecture de l'ENSBA et créant les Unités Pédagogiques d'Architecture (UPA) : 13 en Province, 5 à Paris.
	1969
	Janvier : grande grève à l'ENSBA conduisant à la création d'une 6 ^e UPA en février 1969 (UP 6 devenu l'ENSA de Paris La Villette)
	1972
	11 juillet : Loi validant la création en France de 21 UPA

Tableau élaboré par Daniel Pinson

- 6 Confiée dès 1963 à Max Querrien¹¹, cette redoutable entreprise fut engagée, en 1965, par le nouveau directeur des études : Jean Fayeton¹². Au fil des réunions préparatoires, l'enseignement de l'urbanisme apparaît un enjeu déterminant pour la réforme et Fayeton parvient à en définir la place, dans le voisinage des sciences sociales, mais aussi de celui, plus prémonitoire, de l'environnement. Pour amorcer ce processus, un poste de professeur d'urbanisme est créé, et, après quelques incidents de parcours, la charge en est très rapidement confiée, en juin 1967, à Michel Écochard.
- 7 La mort prématurée de Jean Fayeton, début 1968, va pourtant précipiter la démission d'Écochard, le 3 mars 1968¹³. Cette décision, prise à peine neuf mois après sa nomination au poste de professeur d'urbanisme, est aussi brutale qu'inattendue. Certes, la disparition du directeur des études, dont il avait la totale confiance, a pesé sur son renoncement, mais s'y ajoutent les nombreuses difficultés rencontrées, tant dans la conception de son enseignement que dans sa mise en œuvre. En effet l'état de profonde déliquescence dans laquelle se trouvait l'Ensba, traduction d'une crise latente annonçant les événements de mai 1968¹⁴, ne lui facilitait pas la tâche.
- 8 La réforme devait remédier à ce grand malaise de la section architecture de la vieille Ensba (créée en 1806). Elle était en effet profondément divisée entre les « académiques » et les « modernes ». Parmi ces derniers, certains, et pas des moindres, en particulier Marcel Lods, doutant de cette volonté de réforme, n'hésitent pas à quitter le vaisseau en péril avec fracas¹⁵. Pour le chantre de l'industrialisation du bâtiment qu'est Marcel Lods, il faut bousculer les « vieux modèles »,
- [...] secouer l'emprise de l'administration et de l'Institut et accélérer la réaction qui commence à se faire jour. La constitution de nouveaux ateliers, la nomination de M. Fayeton au cours de construction, sont de bons signes [...].

L'urbanisme au cœur des velléités de réforme

- 9 En réalité, ce n'est pas, simplement et surtout, l'enseignement de la construction qui fait problème à l'Ensba, comme le pensait Marcel Lods. C'est bien plutôt la place et le sens de l'architecture dans la ville et la société, qu'Henri Lefebvre appellera bientôt « bureaucratie de consommation dirigée¹⁶ ». Et, pour en dévoiler les incohérences, le recours aux sciences humaines apparaît incontournable¹⁷. Le malaise va trouver sa résolution à travers l'enseignement de l'urbanisme, en particulier pour l'importance qu'il accorde aux sciences sociales.
- 10 Jusqu'alors, malgré les diverses tentatives d'André Gutton, le professeur de théorie à l'Ensba entre 1949 et 1958, pour sa meilleure reconnaissance, l'urbanisme n'aura occupé qu'une place accessoire, comme option ouvrant la possible poursuite d'études à l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris (IUUP)¹⁸. De 1961 à 1974, elle prendra la forme du Séminaire et atelier Tony Garnier (SATG), dirigé par André Gutton et Robert Auzelle¹⁹.
- 11 Couchée sur le papier en juin 1966 par Jean Fayeton, la trame d'un enseignement futur d'urbanisme dans les « écoles nationales d'architecture » (le pluriel est à noter), n'est pas sans s'inspirer, dans ses grandes lignes, du contenu qu'offraient les enseignants du SATG. La mention qui y est faite d'une préparation au « Centre de spécialisation et de recherche », structure de recherche du même SATG, laisse penser qu'une collaboration était souhaitée. La notable différence qu'apporte toutefois ce texte²⁰, c'est que l'urbanisme n'est pas considéré comme une formation complémentaire, mais pensé comme une dimension intrinsèque de l'enseignement, allant au-delà de l'urbanisme, vers cette dimension, encore assez floue à l'époque, de l'« environnement » :
- [...] Dans les écoles d'architecture, l'urbanisme sera enseigné à tous les élèves [souligné par nous] ; non parce que tous deviendront des urbanistes, mais parce qu'aucun architecte, demain, n'aura le droit de construire sans tenir compte de l'environnement naturel, et social [...].
- 12 Dès lors, « coordonné par un professeur titulaire, secondé par un professeur adjoint et des assistants, [...] l'enseignement sera étendu sur les cinq années d'études des écoles d'architecture [...] ». Mieux : l'urbanisme ne sera pas, dans la conception portée par cette note, une matière particulière au sein des sciences humaines ; elle est celle qui englobe toutes les autres, à savoir « trois familles de disciplines » : « sciences humaines, économiques et sociales », « art urbain et pratique de l'aménagement » et « techniques de l'urbanisme ».
- 13 Auparavant, une série d'arrêtés du ministère des Affaires culturelles avait acté les premières dispositions (la « petite réforme ») précédant la grande voulue par Max Querrien. Un premier arrêté, adopté le 19 mars 1966, décrit le déroulement général des études d'architecture. Suivent, le 26 mai, plusieurs arrêtés permettant de mettre en place l'organisation générale du précédent : le premier crée le Conseil de l'enseignement de l'architecture de l'École nationale supérieure des beaux-arts. Parmi les huit membres nommés de ce conseil, qui n'en compte pas moins d'une quinzaine, est mentionné « un professeur d'urbanisme ».
- 14 Un autre arrêté officialise, sous la forme des « groupes d'ateliers », les « écoles » qui se sont fait jour, année après année, au lendemain de la guerre et qui ne sont pas sans faire écho aux tendances que Françoise Choay avait identifiées, un an auparavant, dans son ouvrage inaugural : *L'urbanisme, utopies et réalités*²¹. Les trois groupes d'ateliers

A, B, C, sont ainsi reconnus à la rentrée scolaire 1966-1967. À chaque extrémité de ce triptyque, on trouve, d'une part, le groupe A, qui réunit la vieille garde académique (Eugène Beaudouin, Louis Arretche, Noël Le Maresquier, Michel Marot...), et, d'autre part, le groupe C, qui réunit les modernes, en tout premier lieu Georges Candilis²², l'architecte sans doute le plus en vue dans la France des années 1960. Si, à Paris, les élèves ont une certaine latitude pour s'affilier à la tendance de leur choix, cela est beaucoup plus difficile en province, le rattachement à tel ou tel groupe relevant de la décision du chef d'atelier.

- 15 Cette « petite réforme » va permettre à Jean Fayeton de tester, durant l'année scolaire 1966-1967, une autre pédagogie du projet, sortant ce dernier de l'absence d'inscription territoriale qui marquait jusqu'à cette date les sujets donnés aux étudiants. L'expérience, mal préparée, ne donnera pas les résultats escomptés²³. Max Querrien et Jean Fayeton vont alors fonder leurs espoirs sur un architecte-urbaniste apparenté au Mouvement moderne, largement reconnu : Michel Écochard.

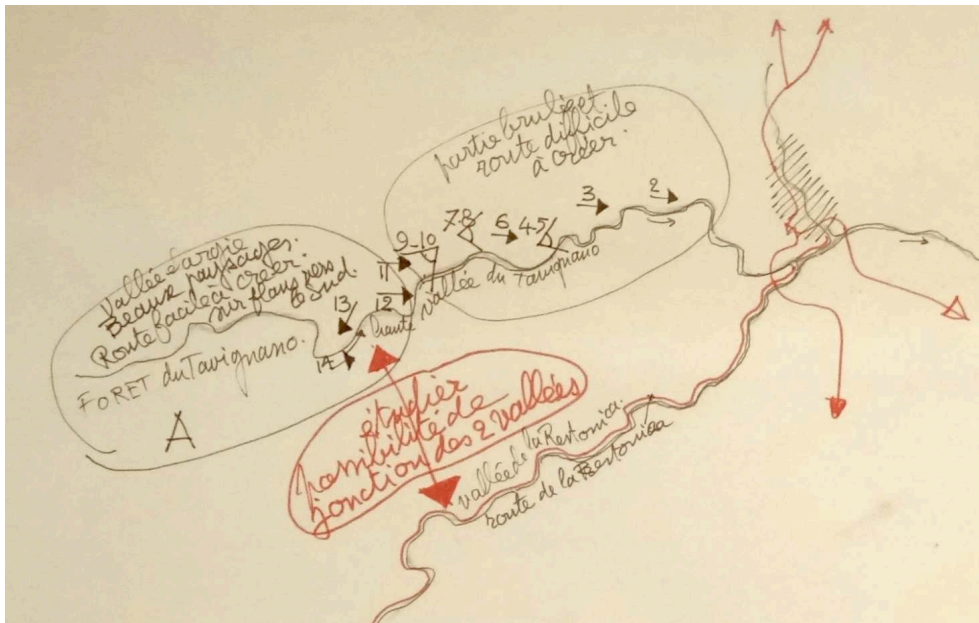
Les étapes d'un renouvellement par l'urbanisme

- 16 En même temps qu'est appliquée la « petite réforme » et qu'est attendue la réforme elle-même, un espace de consultation et de réflexion s'est ouvert qui va permettre d'asseoir la légitimité de la tendance progressiste dans les actions de réforme de l'enseignement de l'architecture. L'élan, suscité par Max Querrien lui-même, vient de loin. Il trouve sans doute son origine dans la création, en 1951 du Cercle d'études architecturales (CEA). Initialement présidé par Auguste Perret, puis par Jean Dubuisson, on y retrouvait notamment Le Corbusier, Bernard Zehrfuss et Jean Prouvé. Surnommé le « contre-ordre » des architectes, il décernait un prix annuel, qui, en 1964, est revenu à Michel Écochard.
- 17 À la fin de l'année 1966, la direction de l'Ensba adresse une invitation à diverses personnalités afin de participer à des « groupes de travail relatifs aux matières enseignées dans les futures écoles nationales d'architecture ». Ces groupes vont composer une Commission des programmes de l'enseignement de l'architecture et leur composition s'avérer très large, puisqu'ils s'ouvrent non seulement aux enseignants de l'école et à des membres de la profession, mais aussi à des professeurs de l'Université ainsi qu'à des fonctionnaires de l'État. Le groupe 2 « Architecture et urbanisme » nous intéresse particulièrement.
- 18 Présidé par Max Stern, le directeur du Bureau d'études et de réalisations urbaines (Béru)²⁴, il réunit, outre Robert Auzelle, Eugène Beaudouin, Joseph Belmont, Georges Candilis, André Gutton et d'autres architectes de toutes tendances, les sociologues Henri Lefebvre et Henri Raymond, mais aussi des hauts fonctionnaires, comme l'inspecteur des finances Michel Rocard et Serge Antoine, alors directeur des études à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) et en charge, notamment, des parcs naturels régionaux.
- 19 Henri Lefebvre, assisté d'Henri Raymond, un proche de l'architecte Bernard Huet avec lequel il joue un rôle important dans l'enseignement de l'architecture après 1968²⁵, prend également une part active dans la réflexion conduite au sein de ces groupes de travail pour les programmes. Les archives nationales conservent de lui un « projet de programme » de plusieurs pages : « Pour un enseignement des sciences sociales dans l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme²⁶ ». Développé sur la totalité de la

durée des études, le programme est décliné en trois étapes : d'abord celle de la « sensibilisation » (1^{er} cycle), puis celle de l'« information » (2^e cycle), enfin celle de l'« opératoire » (3^e cycle).

L'émergence du thème environnemental

Figure 2. Schéma de Michel Écochard, extrait d'une enquête photographique sur les gorges du Tavignano et de la Restonica en Corse



Fonds privé : Tessa Écochard, 1967

- 20 Au moment où se déroulent ces débats, l'opinion est marquée par la première d'une série de catastrophes écologiques qui vont alimenter le débat sur la protection de la nature. C'est en effet le 18 mars 1967 que le pétrolier *Torrey Canon* se fracasse sur la pointe occidentale de la Grande-Bretagne : cette première « marée noire » souille gravement la côte septentrionale de la Bretagne. Et ce sont non seulement des scientifiques, mais également des politiques, qui, au moins au niveau des mots, et avant que René Dumont, avec son verre d'eau, ne mette en émoi les électeurs de la présidentielle de 1974, sentent venir, avec l'industrialisation et l'urbanisation galopantes que connaissait la France des Trente Glorieuses, de grands dangers environnementaux, menaçant gravement la nature, paysages et êtres vivants confondus.
- 21 À cet égard, les Journées d'études de Lurs-en-Provence²⁷ consacrées, à la fin de l'été 1966, aux parcs naturels régionaux, méritent une attention particulière : elles réunissent en effet beaucoup des protagonistes des « groupes d'études » pour l'enseignement de l'architecture installés à la fin de la même année. Serge Antoine en est le principal organisateur. Henri Lefebvre intervient lui aussi à ces Journées comme conférencier, invité pour situer ce que peuvent représenter les parcs pour les urbains en mal de nature, et pour lesquels il dit craindre une évolution en « Luna Park ». Des architectes (Gérard Thurnauer, Michel Marot, Paul Virilio, Jacques Couëlle) y tiennent

une place non négligeable, pour leurs suggestions sur les équipements à inscrire dans ces parcs, mais aussi des anthropologues, comme Isaac Chiva et Georges-Henri Rivière.

- 22 L'Ingénieur en chef du génie rural, eaux et forêts, Yves Bétolaud, conseiller technique du ministre de l'Agriculture, Edgar Faure, introduit de nombreuses incises relatives à l'écologie dans un long exposé sur la forêt²⁸ : « [...] L'instinct de domination non contrôlé de l'homme sur la nature doit être remplacé par un constant réflexe de modération et de prise en considération des équilibres biologiques complexes [...] ». Le directeur-adjoint du Muséum d'histoire naturelle, Georges Tendron, qui intervient également à ces journées, tient un discours de la même aune sur le thème de « la disparition des ressources²⁹ » et le risque qu'elle fait peser pour la vie sur terre : « [...] Les progrès scientifiques et techniques n'empêcheront pas l'homme de continuer à dépendre des ressources renouvelables. Aussi la connaissance et l'application des lois les plus simples de la biologie et de l'écologie sont-elles indispensables pour le maintien de toute vie sur la terre [...] ».
- 23 Ainsi, alors que l'environnement ne semblait intervenir dans le contenu de l'enseignement de l'urbanisme esquissé par Jean Fayeton, en juin 1966, qu'à travers un bref intitulé (« écologie humaine »), associé à la géographie humaine et noyé dans la somme des matières envisagées, il tend à y occuper une place de plus en plus importante au fur et à mesure des séances des groupes de travail.
- 24 En octobre 1967, le groupe 2 « Architecture et urbanisme » tient une importante réunion présidée par Max Querrien en personne : elle énonce quelques positions de principe, qui, au-delà de la prise de fonction d'Écochard et des dispositions pratiques immédiates pour l'année scolaire 1967-1968, fixent une ferme orientation environnementale pour les écoles d'architecture rénovées que Max Querrien appelle de ses vœux pour l'avenir³⁰.
- [...] L'architecte sera un homme de l'environnement, les écoles d'architectures devront former un profil complet d'architecte situé dans l'environnement [...]. En tout état de cause il ne saurait être question de distinguer entre architecte et homme de l'environnement. Il ne peut y avoir d'équivoque sur ce sujet : l'architecture est un point dans le tissu complexe constitué par l'environnement [...].
- 25 Synthèse de ces débats, un rapport final de plus de cinquante pages, rédigé par Jean Fayeton et daté de novembre 1967, arrête les conclusions de la Commission des programmes de l'enseignement de l'architecture, déclinant successivement ses « constats, objectifs, et propositions³¹ ». Ces dernières confirment l'orientation voulue par Max Querrien, en inscrivant la formation des architectes dans des « facultés de l'environnement » de statut universitaire. Il y affirme ainsi l'enjeu de la « qualité de l'environnement, essentielle au développement harmonieux de la civilisation moderne » et :
- [...] la nécessité de rapprocher et, éventuellement, de regrouper les disciplines appelées à participer à l'élaboration de l'environnement [...], la création d'établissements spécifiques de l'environnement devient d'autant plus indispensable [...]. C'est pour marquer ce renouvellement que nous donnons, dès ce rapport, aux futures écoles nationales d'architecture le nom de « facultés d'environnement », affirmant ainsi leur caractère universitaire et leur spécificité [...].
- 26 Si ce projet n'a pu se réaliser sous la forme de « facultés de l'environnement », l'idée de cette nouvelle approche, qui sortait l'architecture de sa tour d'ivoire, et au cœur de

laquelle la préoccupation de recherche était présente, a cependant fait un peu de chemin, conduisant à la création de l'Institut de l'environnement, en 1969³², et beaucoup plus tard, en 1977, et dans une visée plus opérationnelle et didactique, aux Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE), inscrits dans la Loi sur l'architecture du ministère de la Culture et de l'Environnement.

La prise de poste de Michel Écochard (1967-1968)

- 27 Le 9 juin 1967, le chargé de mission de la section architecture de l'Ensba, Jean-Paul Martin³³, et le directeur des études, Jean Fayeton, informent enseignants et élèves de la nomination de Michel Écochard comme professeur d'urbanisme et dressent la liste de ses attributions. De son côté, ce dernier, ayant défini, dans la note³⁴ accompagnant son accord, le contenu des « études d'urbanisme », en consacre une seconde aux « éléments de réalisation de cet enseignement ». Elle se décline en deux volets : la collaboration d'assistants, justifiée par l'existence des groupes d'ateliers nombreux (4 000 élèves³⁵), et « les moyens de travail ». Écochard introduit ce sujet en soulignant que, s'il dispose d'une « longue pratique » et d'« expériences diverses », il n'a « malheureusement pas la pratique de la pédagogie ». Sa demande est donc d'abord celle d'un « assistant travaillant à plein temps, complètement avec lui », en premier lieu pour la documentation, donc de formation plutôt littéraire (sociologue ou géographe), ensuite d'un local assez vaste pour recevoir cette documentation, réunir les assistants et tenir des séminaires.
- 28 Cet assistant permanent, Michel Écochard le trouvera en la personne du sociologue Jean-Paul Flamand, avec lequel il avait travaillé sur le plan directeur de Dakar au début des années 1960³⁶. C'est de concert qu'ils signent le 21 juin 1967 un document de huit pages donnant les grandes orientations pour la rentrée 1967-1968 : « Principes et proposition de l'enseignement des sciences humaines dans le cadre précis de l'urbanisme³⁷ ». Ce texte reprend exactement les préalables fixés par Michel Écochard dans la note jointe à sa lettre d'accord, ainsi que la liste des enseignements de sciences sociales établie par ce dernier, le 5 juin, dans une note de travail présentant ses « propositions concernant l'enseignement de l'urbanisme dans le cadre de la formation des architectes ». Leur contenu comprend deux thèmes : « analyse de l'environnement » et « organisation de l'espace ».
- 29 Poursuivant ainsi sa lente pénétration, le concept d'environnement constitue la matrice de déclinaison des diverses sciences humaines aidant à appréhender une « situation urbanistique » (« environnements... géographique, historique, humain, économique, juridico-politique »). La troisième partie du texte cosigné par Michel Écochard et Jean-Paul Flamand, qui en occupe une bonne moitié : « Organisation provisoire pour l'année 1967-1968 », s'attache à préciser les modalités pédagogiques retenues. Parmi elles, le travail en groupe, réunissant des étudiants orientés par une équipe pluridisciplinaire d'assistants, fait figure d'innovation.
- 30 Le document semble bien appréhender la situation complexe qui règne à l'Ensba avec l'existence désormais officialisée des trois groupes d'ateliers. L'analyse, esquissée par Jean-Paul Flamand dans son texte commun avec Michel Écochard, tente de dépasser les conceptions divergentes de ces groupes, de façon à mettre en place un enseignement appliqué de l'urbanisme s'adressant à la totalité des étudiants de l'Ensba, tous niveaux confondus. Le texte s'efforce également de cerner les aspirations latentes, mais aussi

assez confuses, des élèves. Pour autant, cet effort de préparation n'aplanit pas les difficultés de mise en œuvre de cet enseignement, et ce en dépit des moyens importants que, en prévoyant le recrutement de vingt assistants, va déployer la direction des études en vue de la rentrée scolaire 1967-1968.

L'enseignement de l'urbanisme à l'épreuve de la pratique

- 31 Dès avril 1967, Jean Fayeton, alors que Michel Écochard n'avait pas encore été sollicité pour le poste de professeur d'urbanisme, avait engagé une démarche pour la création de postes d'assistants en urbanisme, tant auprès des trois groupes d'ateliers parisiens que des ateliers régionaux³⁸. Ce recrutement s'inscrivait dans la logique de sa note du 15 juin 1966. Trois assistants au moins, issus du milieu de l'architecture (Bertrand De Tourtier, Jean Dellus, Jean Bocrie) avaient été nommés à Paris, l'entreprise s'avérant plus laborieuse en province.
- 32 La recherche de « spécialistes des sciences humaines appliquées à l'urbanisme, qui soient susceptibles d'assurer un enseignement dans le cadre des travaux pratiques », impliquait qu'avancent les discussions de la commission des programmes. La présence et l'engagement d'Henri Lefebvre, auteur en avril 1967 d'une note de cinq pages mentionnée plus haut, aide à la mobilisation rapide d'un cercle de sociologues parisiens travaillant à l'Institut de sociologie urbaine (ISU) de la faculté de Nanterre. Ses recherches sur l'habitat pavillonnaire, publiées en 1966, font autorité en matière de sciences sociales. Le 26 juin 1967, Jean-Paul Martin adresse une proposition d'emploi à divers membres de ce cercle. À la rentrée, il informe la dizaine d'enseignants qui lui ont répondu positivement que, en accord avec Michel Écochard, Henri Raymond, alors maître-assistant de sociologie à la faculté de Nanterre, dirigera, le 18 octobre, une réunion de coordination dans le cadre des enseignements de sciences humaines ouverts à l'Ensba.
- 33 D'autres assistants, inscrits dans d'autres disciplines ou déjà employés dans des agences d'urbanisme, comme l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (Iaurp)³⁹, viendront s'ajouter aux précédents, formant ces équipes pluridisciplinaires dont Michel Écochard et Jean-Paul Flamand parlaient dans leur note commune. Courant octobre, les élèves des ateliers du groupe A sont réunis et peuvent être suivis, en fin de journée, par des équipes d'assistants composées de trois spécialistes, selon un calendrier de réunions hebdomadaires. Marc Écochard, géographe et fils de Michel, garde le souvenir de réunions assez laborieuses avec les élèves de l'atelier Otello Zavaroni, qu'il suit en compagnie de Gustave Massiah, économiste, et d'un autre assistant dans le cadre du « projet long⁴⁰ ».
- 34 Le « projet long » de première et deuxième classes, édition 1967, exercice repensé de l'enseignement du projet à l'Ensba (dans le cadre de la « petite réforme »), va constituer le terrain de mise à l'épreuve de l'enseignement de l'urbanisme appliqué à celui de l'architecture. Un arrêté du 19 mars 1966 a en effet réformé les travaux pratiques d'architecture, notamment l'activité de projet qui suit les études analytiques (début de deuxième classe), et alterne les esquisses-esquisses, les projets courts, les projets longs et les concours de fondations. Ainsi, en première classe, le projet long a pour objet « [...] de développer une étude complète soit sur les problèmes de construction, soit sur

les problèmes plastiques, soit sur l'analyse fonctionnelle, soit sur l'intégration à l'environnement physique et humain, soit sur plusieurs de ces aspects [...]»⁴¹.

- 35 Michel Écochard, si l'on en juge par la fréquence et la longueur de ses notes⁴², va se montrer particulièrement actif dans l'accompagnement tant des étudiants que des équipes d'assistants. En préambule à sa contribution en matière d'urbanisme, il souligne une nouvelle fois que

[...] Il ne s'agit pas de former des urbanistes, mais des architectes. Aussi se contentera-t-on, pour cette première année, d'apporter aux élèves architectes des éléments de connaissance sur les sciences de l'environnement leur permettant de mieux situer leur démarche architecturale dans son contexte [...]»⁴³.

- 36 Une telle insistance laisse penser que certaines disciplines de sciences humaines souhaitaient disposer d'une autre position que de celle de faire valoir ou d'auxiliaire pour l'urbanisme. La longue contribution d'Henri Lefebvre pour la commission des programmes⁴⁴, bien qu'elle n'évoque pas la création d'un cours de sociologie, peut le laisser penser. Cette discipline jouit en effet d'une évidente reconnaissance auprès d'un nombre non négligeable d'élèves, dont certains très politisés, que l'on trouvera bientôt dans le mouvement de Mai 1968.

- 37 Michel Écochard, pour ce qui le concerne, n'est pas favorable à un enseignement de sciences humaines indépendant de celui de l'urbanisme, pour lequel il délivrera le seul cours magistral :

[...] Pour la plus grande partie, ces enseignements [de sciences humaines] seront donnés dans les ateliers, en liaison étroite avec les travaux des élèves [...]. Pratiquement, les interventions des assistants de sciences humaines se feront par équipes de trois spécialistes (en général un sociologue, un géographe, un économiste), qui travailleront à raison de deux heures par semaine avec un groupe de 20 à 30 rendeurs [...]. À cet effet, ils mettront à disposition de chaque groupe, un dossier de travail comportant une documentation sur les « sites retenus par les groupes »⁴⁵.

- 38 À l'issue du « jugement » des projets, Michel Écochard revient vers les assistants dans un courrier qu'il leur adresse spécialement le 8 novembre 1967⁴⁶. Le ton est empreint d'une réelle satisfaction, non dénuée, cependant, d'une certaine modestie : il propose tout d'abord de faire un « bilan de la phase A », nécessaire, selon lui, pour « comparer les démarches des différentes équipes d'assistants et d'en évaluer l'impact sur les ateliers des trois groupes ». Un tel bilan pourra se faire sur la base du « dépouillement » des dossiers rendus par les groupes d'élèves. Les observations, communiquées aux élèves, seraient censées leur permettre de disposer d'un programme définitif pour les phases B et C du projet long. Le courrier se termine sur un troisième point : « préparer l'avenir », décliné en deux temps : les propositions sur l'organisation et le contenu pour le deuxième semestre de l'année 1967-1968 et celles pour l'année scolaire 1968-1969.

- 39 Le 13 novembre, ayant personnellement examiné certains dossiers en présence de leurs auteurs, Michel Écochard ne cache pas un certain enthousiasme⁴⁷. À la suite de cette évaluation, il suggère, avec beaucoup de précautions, une orientation en deux pages pour la poursuite du travail des élèves en phase B et C qui leur laisse une large marge d'initiative.

[...] Les quelques dossiers qu'il m'a été donné de voir, ainsi que les explications que m'en ont données les élèves qui les ont rédigés, montrent un intérêt considérable que les jeunes portent à ces études, et une disponibilité complète pour recevoir cet enseignement. Ils montrent de plus combien les étudiants, dans un si court laps de temps, ont essayé de faire le tour du problème avec souvent des systèmes

d'approche et de présentation originaux [...]. Compte tenu de ces résultats, puis-je me permettre de faire quelques suggestions. Le programme devrait être établi de telle sorte que, sans aller plus dans le détail de ce qui a été déjà donné, on indique seulement les limites de liberté que l'on accordera aux étudiants. Ceci afin de produire un projet d'architecture qui bénéficiera des approches sociologiques et géographiques que les étudiants ont acquises par leur travail personnel, avec leurs assistants [...].

La démission de Michel Écochard... (et conclusion)

- 40 Dans un courrier de même date que ses appréciations sur les travaux des étudiants, Michel Écochard prévient le chargé de mission à la section architecture de l'Ensba, Jean-Paul Martin, de son absence du 14 au 22 novembre 1967. Elle est liée à l'inauguration de l'université de Yaoundé dont, après avoir conçu les plans, il a suivi le chantier. Dans ce même courrier, il affirme renouveler sa confiance à ses deux assistants : Jean-Paul Flamand et Alain Rénier.

Figure 3. Université du Cameroun dans son site naturel



Fonds Écochard, n° 84315, fondation Aga-Khan, n.d.

- 41 Au début de l'année 1968, Martin adresse aux élèves une note les informant de la seconde série de cours d'Écochard : quatre séances échelonnées tous les quinze jours, le vendredi, de janvier à mars. Certains assistants, lorsqu'ils en gardent le souvenir, parlent d'interventions qui, sur la base de nombreux supports photographiques, présentaient moins un cours théorique magistral que le récit des expériences professionnelles d'Écochard⁴⁸. Et il semble bien en effet que Michel Écochard, confronté à cette exigence d'un cours magistral allant au-delà des simples études de cas que constituent ses propres réalisations (si intéressantes soient-elles, à l'exemple de son expérience marocaine), n'ait pas disposé du temps de préparation lui permettant de construire le cours théorique que l'on attendait de lui, aussi bien les assistants que les élèves.

- 42 Au demeurant, cette seconde série de cours n'ira pas au-delà du troisième : tardivement averti de la démission d'Écochard, dont ce dernier vient juste de faire part à Max Querrien en personne, le 5 mars, Martin se voit dans l'obligation de « suspendre » le dernier des cours annoncés. En ayant recours à ce terme, peut-être juge-t-il possible de voir Écochard revenir sur une décision aussi brutale qu'inattendue ? Des échanges, parfois vifs, et des entrevues, plus courtoises, suivront en avril qui ne changeront rien au caractère définitif de la démission d'Écochard.
- 43 Rappelons-le : à peine trois semaines séparent le décès de Jean Fayeton (17 février 1968) et la lettre de démission de Michel Écochard (5 mars 1968). Cette disparition affecte sincèrement ce dernier, mais elle n'explique pas, à elle seule, son renoncement. Elle le privait, certes, de l'appui qui lui était indispensable pour redresser une orientation qui tendait à lui échapper et même à prendre une direction qu'il désapprouvait. Le courrier adressé en avril à Jean-Paul Martin⁴⁹, après une ultime entrevue avec lui, précise ce qui n'était que suggéré dans sa lettre de démission destinée un mois auparavant à Max Querrien.
- 44 Ses griefs concernent ce qu'il pressentait au moment où se discutait l'introduction des sciences humaines dans l'enseignement de l'architecture, tandis que Max Querrien l'invitait à prendre en charge l'enseignement de l'urbanisme. La hantise de Michel Écochard était de voir l'urbanisme noyé au milieu de disciplines jusqu'alors absentes de l'enseignement de l'architecture. Il craignait que la culture du verbe et de l'écriture en viennent à dominer ce qui était, pour lui, le vecteur de pensée et d'expression majeur de l'architecture et l'urbanisme : le graphisme. « Il faudra bien admettre et la parole et la littérature, dit-il dans sa lettre de démission à Max Querrien, mais de manière qu'elles ne tournent pas au bavardage et surtout à l'encombrement du cerveau des étudiants qui ont tellement à apprendre ».
- 45 C'est en ce sens qu'il posait, en préalable à sa contribution, le principe selon lequel les sciences humaines devaient être dispensées d'abord dans le cadre du travail de projet, pour apporter à la pratique de l'urbanisme les éclairages scientifiques permettant de concevoir les artefacts construits, dans ce que Max Querrien et la Commission des programmes nomment l'« environnement ».
- 46 La notion d'environnement ne semble pas trouver, il est vrai, dans ce lieu de débat qu'est la Commission des programmes, une définition très élaborée et consensuelle, et, sans doute, se limite-t-elle, lorsqu'elle est employée par divers participants, aux seules dimensions socio-économique et géographique, à la quasi-exclusion de la dimension écologique. Il est cependant difficile de nier que le concept se forge dans les débats qui animent les réunions, si bien qu'il finit par être utilisé, dans le texte cosigné par Michel Écochard et son adjoint Jean-Paul Flamand, comme terme fédérateur des analyses qui permettent de caractériser, sur le plan géographique, historique, sociologique, économique et juridique, la totalité systémique d'une « situation urbanistique ».
- 47 En cette veille du mouvement de Mai 1968, que l'on sent sourdre, notamment dans l'opposition à la vieille institution des Beaux-Arts, mais qu'on ne peut limiter au seul rejet du féodalisme des « patrons » d'atelier, l'école est traversée par des oppositions et des tensions disruptives et confuses, qui ne facilitent pas la tâche de Michel Écochard. Elles ont été provisoirement stabilisées à travers la reconnaissance des trois groupes A, B et C, dont la rivalité entre l'Académie et les Modernes est l'une des expressions. Mais, de leur côté, les Modernes se voient eux-mêmes critiqués, d'abord

pour l'échec des grands ensembles, progressivement mis en évidence par les habitants et la sociologie d'inspiration lefebvrienne, mais aussi pour le dogmatisme qui marque le fonctionnalisme⁵⁰.

48 Et c'est précisément aux sociologues que s'en prend Michel Écochard à la fin de sa lettre de démission : « J'ai l'impression que mon enseignement est rendu totalement inutile par le débordement à peu près total des sociologues sur l'urbanisme⁵¹. » Et sans doute aussi à la radicalité de leur discours et à leur influence sur une partie des élèves, plus largement aux producteurs de discours « sur le sexe des anges », dira-t-il, « des théoriciens qui n'ont pas été en face de la réalité de notre métier et de la complexité de la composition spatiale ».

49 Si, dans sa lettre de démission, les seuls qu'il critique nommément sont le psychosociologue Charnay et le directeur du Bêru, Stern, dont l'affiliation est plutôt du côté du catholicisme social, c'est, dans son courrier ultérieur à Jean-Paul Martin, à ses deux assistants directs (sans les nommer) qu'il s'en prend, les désignant comme les personnes dont les orientations et décisions non concertées avec lui l'ont décidé à interrompre sa mission d'enseignement de l'urbanisme :

[...] l'assistant architecte n'a pas été choisi par moi-même et je n'ai aucune possibilité de travailler avec lui et l'assistant sociologue choisi par moi-même a un point de vue personnel sur l'enseignement et se refuse à partager les miens et engage les assistants en dehors de toute consultation avec moi-même [...]⁵².

50 Michel Écochard, à la fois plus âgé d'au moins une génération, donc moins en phase avec de jeunes élèves contestataires, et manifestement moins disponible que ses assistants directs, s'est vite trouvé dépassé par eux. Ces derniers, en remplacement de Fayeton, décédé, formeront une direction des études intérimaire dont il est difficile de penser que Écochard, appelé pour une mission précise (celle de l'enseignement de l'urbanisme pour tous les élèves), la convoitait. Cette direction collégiale sera confirmée après mai 1968, mais bientôt supprimée « pour raison idéologique » (avec maintien des postes), après la grande grève de janvier 1969⁵³.

51 Donnant leur autonomie et le statut d'« unité pédagogique » aux écoles de province, confirmant cinq unités à Paris intégrant les groupes A, B et C, le ministère concèdera la création de l'unité pédagogique n° 6 rassemblant les plus opposés à l'ancienne section architecture de l'Ensba. L'idée d'une intégration à l'université est abandonnée : Edgar Faure, désormais ministre de l'Éducation nationale, a beaucoup de difficultés à faire passer sa propre réforme de l'enseignement supérieur et ne souhaite en aucun cas se mettre à mal André Malraux, le seul ministre qui le soutient vraiment au gouvernement⁵⁴.

52 De son côté, libéré d'une mission qu'il n'avait plus les moyens de contrôler, Écochard pouvait ainsi se consacrer entièrement à ses projets professionnels en cours, à Yaoundé, d'une part, et en Corse, où, pour le schéma d'aménagement qui lui a été commandé par la Datar, il allait pleinement développer, avec son fils Marc, sa réflexion sur les enjeux environnementaux⁵⁵.

53 L'urbanisme va s'en trouver quelque peu oublié ou tout au moins confondu avec les autres sciences sociales dans les nouvelles unités pédagogiques d'architecture, mais trouver à l'université un renouvellement et un élargissement, aussi bien à Paris qu'en province, avec la création d'instituts ou de centres d'urbanisme, d'abord à Grenoble, Aix-en-Provence et Tours, en 1969, et par la suite, d'année en année, dans la plupart des grandes villes.

BIBLIOGRAPHIE

Serge Antoine et al., *Les journées nationales d'études sur les parcs régionaux, Lurs-en-Provence, 25 septembre – 1^{er} octobre 1966*. Paris, Groupe de travail interministériel des parcs naturels régionaux, 1966, [en ligne] <https://www.parcs-naturels-regionaux.fr/mediatheque/les-journees-nationales-de-lurs-en-provence>.

Georges Candilis, *Bâtir la vie ; un architecte témoin de son temps*, Gollion CH, In Folio, 2012.

Olivier Chadoin, *Sociologie de l'architecture et des architectes*, Marseille, Parenthèses, 2021.

Anne-Marie Châtelet, Daniel Le Couédic, Amandine Diener et Marie-Jeanne Dumont , *L'Architecture en ses écoles. Une encyclopédie*, Châteaulin, Locus Solus, 2022.

Guillemette Cheneau-Deysine, « L'enseignement de l'urbanisme à l'Ensba, 1958-1968 », *Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la Culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles*, 2017, [en ligne] [<https://chmcc.hypotheses.org/3868>].

Gérard Chevalier, « L'entrée de l'urbanisme à l'Université : la création de l'Institut d'urbanisme (1921-1924) », *Genèses*, n° 39, 2000, p. 98-120, [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-geneses-2000-2-page-98.htm>].

Françoise Choay, *L'Urbanisme, utopies et réalités, une anthologie*, Paris, Seuil, 1965.

Tony Côme, *L'Institut de l'environnement : une école décloisonnée*, Paris, Éditions B42, 2017.

Amandine Diener, « De l'école des Beaux-Arts aux instituts d'urbanisme. Repenser l'enseignement par l'atelier au sein du séminaire et atelier Tony Garnier (SATG) (1961-1974) », ANR ENSARCHI « L'enseignement de l'architecture au XX^e siècle », 2020, [en ligne] [<https://ensarchi.hypotheses.org/1449>].

Monique Eleb, « L'Institut de l'environnement : une utopie vécue (1969-1976) », entretien, *Rosa B*, n° 5 « Environnement et Design », 2013, [en ligne] <http://www.rosab.net/fr/la-situation-francaise-les/l-institut-de-l-environnement-une.html>.

Jean-Pierre Frey, *Henri Raymond. Paroles d'un sociologue*. Paris, L'Harmattan, 2006.

Stéphane Frioux, « L'environnement, objet d'histoire », *Encyclopédie de l'Environnement*, Grenoble, Université Grenoble-Alpes, 2019, [en ligne] [<http://www.encyclopedie-environnement.org/?p=10316>].

Marlène Ghorayeb, « Transferts, hybridations et renouvellements des savoirs. Parcours urbanistique et architectural de Michel Écochard de 1932 à 1974 », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*, 2, 2018, [en ligne] [<https://journals.openedition.org/craup/544>].

Gérald Houdeville, « Une position professionnelle difficile. François Lautier, "sociologue" dans une école d'architecture (1967-2008) », *Espaces et Sociétés*, n° 142, 2010, p. 33-48, [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2010-2-page-33.htm>].

Henri Lefebvre, « Projet de programme : introduction des sciences sociales dans l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme », Paris, AN, 1967 [en ligne] [<https://amubox.univ-amu.fr/s/L6QHy4GqTmBfGaZ>].

Gustave Massiah, « L'invité », entretien avec C. Martin et T. Paquot, *Urbanisme*, n° 349 « Villes éducatrices », 2006.

Sylviane Munoz, « Spéculation et répercussion des influences politiques sur l'urbanisme dans la zone française du protectorat au Maroc », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 26, 1 « Cités et nations au Maghreb », 1983, p. 105-123, [en ligne] [https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1983_num_26_1_941].

Daniel Pinson, « Écochard, la Corse et l'environnement : le schéma d'aménagement de 1971, de la mer à la montagne », *African and Mediterranean Journal of Architecture and Urbanism*, Issue 3, vol. 2, n° 1, 2020, p. 1-14, [en ligne] [<https://revues.imist.ma/index.php/AMJAU/article/view/19206/11740>].

Maryvonne Prévot, « Aux origines du Béru. Un bureau d'études pour une ville plus "humaine", 1957-1977 », *Histoire urbaine*, n° 48, 2201, p. 77-93, [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-histoire-urbaine-2017-1-page-77.htm>].

Georges Tendron, « L'homme et la nature », *Revue 2000*, n° 1, 1966, [en ligne] <http://www.association-serge-antoine.org/wp-content/uploads/2015/10/P26-PDF.pdf>.

Jean-Louis Violeau, *Les Architectes et mai 1968*, Paris, Paris, Éditions Recherches, 2005.

NOTES

1. À l'origine de cette « microhistoire » se trouve une recherche menée, dans le cadre du programme CAMU (Circulation et adaptation des modèles en urbanisme en Méditerranée occidentale XX^e-XXI^e siècles) de l'UMR TELEMme (CNRS/aix Marseille Université), sur l'une des missions confiées à Michel Écochard lors de son retour forcé du Maroc (1955) (Voir Sylviane Munoz, « Spéculation et répercussion des influences politiques sur l'urbanisme dans la zone française du protectorat au Maroc », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 26, 1 « Cités et nations au Maghreb », p. 105-123, 1983, [en ligne] [https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1983_num_26_1_941]) : le schéma d'aménagement de la Corse, dont il a mené les études de 1967 à 1971 (Voir Daniel Pinson, « Écochard, la Corse et l'environnement : le schéma d'aménagement de 1971, de la mer à la montagne », *African and Mediterranean Journal of Architecture and Urbanism*, Issue 3, vol. 2, n° 1, 2020, p. 1-14, [en ligne] [<https://revues.imist.ma/index.php/AMJAU/article/view/19206/11740>]). En fait, peu de recherches ont été menées sur l'activité de cet architecte-urbaniste postérieurement à celle qu'il avait déployée au Maroc, alors que la période qui précède a fait l'objet de nombreuses recherches (Voir Marlène Ghorayeb, « Transferts, hybridations et renouvellements des savoirs. Parcours urbanistique et architectural de Michel Écochard de 1932 à 1974 », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*, 2018, [en ligne] [<https://journals.openedition.org/craup/544>]).

2. Daniel Pinson, « Écochard, la Corse et l'environnement : le schéma d'aménagement de 1971, de la mer à la montagne », *op. cit.*

3. Pour l'essentiel, cette étude repose sur la consultation des Archives nationales de Pierrefitte (19870645/1 & 2 et 19870644/22) et l'exploitation d'entretiens menés auprès de plusieurs acteurs majeurs, témoins de cette période et par ailleurs assistants nommés pour la mise en place de la réforme aux côtés de Michel Écochard.

4. Anne-Marie Châtelet, Daniel Le Couédec, Amandine Diener et Marie-Jeanne Dumont (éd.), *L'Architecture en ses écoles. Une encyclopédie*, Châteaulin, Locus Solus, 2022.
5. Guillemette Cheneau-Deysine, « L'enseignement de l'urbanisme à l'ENSBA, 1958-1968 », Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la Culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles, Paris, Ministère de la Culture, 2017, [en ligne] [<https://chmcc.hypotheses.org/3868>]; Amandine Diener, « De l'école des Beaux-Arts aux instituts d'urbanisme. Repenser l'enseignement par l'atelier au sein du séminaire et atelier Tony Garnier (SATG), 1961-1974 », ANR ENSARCHI « L'enseignement de l'architecture au XX^e siècle », 2020, [en ligne] [<https://ensarchi.hypotheses.org/1449>].
6. Tony Côme, *L'Institut de l'environnement : une école décloisonnée*, Paris, Éditions B42, 2017.
7. Stéphane Frioux, « L'environnement, objet d'histoire », *Encyclopédie de l'Environnement*, Grenoble, Université Grenoble-Alpes, 2019, [en ligne] [<http://www.encyclopedie-environnement.org/?p=10316>].
8. Voir [en ligne] [<https://leruche.hypotheses.org/>].
9. En 1955, il a épousé Aline, l'une des filles de Michel Écochard.
10. Considéré comme un pionnier de l'écologie, il a été l'un des initiateurs des parcs naturels régionaux, puis conseiller du premier ministre de l'Environnement, Robert Poujade (1971), et proche collaborateur du secrétaire de la conférence de Rio de 1992, le Canadien Maurice Strong.
11. Haut fonctionnaire (1921-2019) ; il a joué un rôle important aux côtés d'André Malraux dans le domaine de l'architecture (voir *Le Monde*, 17 juin 2019).
12. Né en 1908, ingénieur diplômé de l'École centrale des arts et manufactures (promotion 1931) et architecte DPLG, il a été l'initiateur, avec son ami Paul Herbé, d'un système de préfabrication original.
13. Archives nationales [désormais AN], 1987 0645/2 : Lettre de Michel Écochard à Max Querrien, 3 mars 1968.
14. Jean-Louis Violeau, *Les Architectes et mai 1968*, Paris, Paris, Éditions Recherches, 2005.
15. « Pour protester contre l'inadaptation de l'enseignement, trois professeurs de l'École des beaux-arts donnent leur démission », *Le Monde*, 16 juillet 1964.
16. Henri Lefebvre, « Projet de programme : introduction des sciences sociales dans l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme », Paris, AN, 1967, [en ligne] [<https://amubox.univ-amu.fr/s/L6QHy4GqTmBfGaZ>].
17. Olivier Chadoin, *Sociologie de l'architecture et des architectes*, Marseille, Parenthèses, 2021.
18. Gérard Chevalier, « L'entrée de l'urbanisme à l'Université : la création de l'Institut d'urbanisme (1921-1924) », *Genèses*, n° 39, 2000, p. 98-120, [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-geneses-2000-2-page-98.htm>].
19. Amandine Diener, « De l'école des Beaux-Arts aux instituts d'urbanisme... », *op. cit.*
20. AN, 1987 0645/2 : Note de Jean Fayeton, « Écoles nationales d'architecture, enseignement de l'urbanisme », 15 juin 1966.
21. Françoise Choay, *L'Urbanisme, utopies et réalités, une anthologie*, Paris, Seuil, 1965.
22. Georges Candilis, *Bâtir la vie. Un architecte témoin de son temps*, Gollion, In Folio, 2012.
23. Guillemette Cheneau-Deysine, « L'enseignement de l'urbanisme à l'ENSBA, 1958-1968 », *op. cit.*
24. Maryvonne Prévot, « Aux origines du Bérus. Un bureau d'études pour une ville plus "humaine", 1957-1977 », *Histoire urbaine*, n° 48, Paris, SFHU, 2017, p. 77-93, [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-histoire-urbaine-2017-1-page-77.htm>].
25. Jean-Pierre Frey, *Henri Raymond. Paroles d'un sociologue*, Paris, L'Harmattan, 2006.
26. AN, 1987 0645/2 : Henri Lefebvre, « Projet de programme : introduction des sciences sociales dans l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme », avril 1967. [en ligne] [<https://amubox.univ-amu.fr/s/L6QHy4GqTmBfGaZ>].

27. Serge Antoine *et al.*, *Les journées nationales d'études sur les parcs régionaux, Lurs-en-Provence*, 25 sept.-1^{er} oct. 1966, Paris, Groupe de travail interministériel des parcs naturels régionaux, 1966, [en ligne] [<https://www.parcs-naturels-regionaux.fr/mediatheque/les-journees-nationales-de-lurs-en-provence>].
28. *Ibid.*, p. 80-89.
29. *Ibid.*, p. 122-126.
30. AN, 1987 0645/1 : « Commission des programmes de l'enseignement de l'architecture, Groupe 2 Architecture et urbanisme », 5 octobre 1967.
31. AN, 1987 0645/1 : Jean Fayeton, Réforme de l'Enseignement de l'Architecture, novembre 1967.
32. Monique Eleb, « L'Institut de l'environnement : une utopie vécue (1969-1976) », entretien, *Rosa B*, n° 5 « Environnement et Design », 2013, [en ligne] [<http://www.rosab.net/fr/la-situation-francaise-les/l-institut-de-l-environnement-une.html>]; Tony Côme, *L'Institut de l'environnement : une école décloisonnée*, *op. cit.*
33. Jean-Paul Martin a retracé son parcours, voir [en ligne] [<https://www.dailymotion.com/video/xgewih>].
34. AN, 1987 0645/2 : Note accompagnant la lettre de Michel Écochard à Jean-Paul Martin, 3 mai 1967.
35. AN, 1987 0645/2 : 17 élèves en 1819 à la création de l'école, 62 en 1824, 600 en 1895, 1 200 en 1900, 1 700 en 1939, 3 000 en 1948, 3 500 en 1964.
36. Entretien avec Jean-Paul Flamand, 6 août 2020.
37. AN, 1987 0645/2 : Michel Écochard, Jean-Paul Flamand, « Principes et propositions de l'enseignement des sciences humaines dans le cadre précis de l'urbanisme », 21 juin 1967.
38. AN, 1987 0645/2 : Note de Jean Fayeton : « Mission des assistants urbanistes », 3 avril 1967.
39. Gérard Houdeville, « Une position professionnelle difficile. François Lautier, "sociologue" dans une école d'architecture (1967-2008) », *Espaces et Sociétés*, n° 142, 2010, p. 33-48, [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2010-2-page-33.htm>].
40. Entretien avec Marc Écochard, 2018.
41. Les sujets des « projets longs », donnés en 1967, portent, en seconde classe, sur une « Bibliothèque d'enfants » et, en première classe, sur une « Maison des jeunes et de la culture ».
42. AN, 1987 0645/2 : Suite de notes rédigées par Michel Écochard à l'occasion des projets longs proposés aux élèves à l'automne 1967.
43. AN, 1987 0645/2 : Michel Écochard : « Note concernant l'organisation des enseignements d'urbanisme et de sciences humaines », 23 septembre 1967.
44. Henri Lefebvre, « Projet de programme : introduction des sciences sociales dans l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme », *op. cit.*
45. *Ibid.*
46. AN, 1987 0645/2 : Michel Écochard « Aux assistants de sciences humaines », 8 novembre 1967.
47. AN, 1987 0645/2 : Note de Michel Écochard : « Au sujet des rapports établis par les étudiants première et deuxième classes en ce qui concerne la phase A des projets longs », 13 novembre 1967.
48. Entretien avec Jean-François Tribillon, 27 juillet 2020.
49. AN, 1987 0645/2 : Lettre de Michel Écochard à Jean-Paul Martin, 10 avril 1968.
50. Françoise Choay, *L'Urbanisme...*, *op. cit.*
51. AN, 1987 0645/2 : Lettre de Michel Écochard à Max Querrien, 3 mars 1968.
52. AN, 1987 0645/2 : Lettre de Michel Écochard à Jean-Paul Martin, 10 avril 1968.
53. Entretien avec Gustave Massiah, 14 septembre 2020.
54. Selon Gustave Massiah, après un échange personnel avec Edgar Faure.
55. Daniel Pinson, « Écochard, la Corse et l'environnement... », *op. cit.*

RÉSUMÉS

Jusqu'en 1967, l'urbanisme ne figurait que parmi les enseignements optionnels de la section architecture de l'École nationale supérieure des beaux-arts (Ensba). La réforme voulue par André Malraux se proposait d'y remédier. Au fil de réunions préparatoires largement ouvertes, l'urbanisme parviendra, avec l'architecte-urbaniste Michel Écochard, chargé d'une mission d'aménagement inédite de la Corse, à définir sa place, dans le voisinage, très conquérant, des sciences sociales, mais aussi de celui, plus prémonitoire, de l'environnement. Les difficultés de coordination avec les premières, ainsi que les tensions internes à l'Ensba, conduiront cependant à la démission de Michel Écochard, avant même que n'éclate Mai 1968.

Until 1967, urban planning was only one of the optional courses in the architecture section of the École nationale supérieure des beaux-arts (Ensba). The reform sought by André Malraux was intended to remedy this. During the course of wide-ranging preparatory meetings, the architect-urban planner Michel Écochard, who was entrusted with an unprecedented planning mission for Corsica, succeeded in defining the place of urban planning in the very aggressive proximity of the social sciences, as well as in the more premonitory proximity of the environment. The difficulties of coordination with the former, as well as internal tensions at Ensba, led to Michel Écochard's resignation, even before May 68 broke out.

INDEX

Keywords : Ensba, Écochard, Education, Urban Planning, Environment

Mots-clés : Ensba, Écochard, Enseignement, Urbanisme, Environnement

AUTEUR

DANIEL PINSON

Daniel Pinson est professeur émérite d'Aix-Marseille Université, membre de l'UMR TELEMMe. Architecte et sociologue, il a enseigné l'architecture à Nantes, puis l'urbanisme à Aix-en-Provence. Ses travaux de recherche ont porté principalement sur le logement, en France et au Maroc, son appropriation par les habitants et la contribution qu'a apportée la socio-anthropologie à la conception des architectures domestiques, qu'elles soient de type individuel ou collectif.

Publications récentes : « Écochard, La Corse et l'environnement : le schéma d'aménagement de 1971, de la mer à la montagne », *African and Mediterranean Journal of Architecture and Urbanism*, Issue 3, vol. 2, n° 1, 2020, p. 1-14, [en ligne] [<https://revues.imist.ma/index.php/AMJAU/article/view/19206>] ; « L'urbanisme, ou le refoulement de la normativité », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, 39-40, 2018, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/tem/4507>] ; « Le pavillon n'est pas la maison », *Sociologies*, Dossier « Où en est le pavillonnaire », 2017, [en ligne] [<https://journals.openedition.org/sociologies/5891>] ; « L'habitat, relevé et révélé par le dessin : observer l'espace construit et son appropriation », *Espaces et sociétés*, n° 164-165 « L'observation et ses angles », 2016, p. 40-67, [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2016-1-page-49.htm>].

daniel.pinson@univ-amu.fr